

# Pour l'Afrique, «des emplois, des emplois et encore des emplois»

**Gil Ducommun**, directeur de département à la Haute Ecole suisse d'agronomie de Zollikofen, estime que seule une politique protectionniste peut aider l'Afrique à se développer

Lors d'un symposium sur la coopération organisé en décembre à Bâle par la Fondation Novartis pour le développement durable, Walter Fust, directeur de la Coopération suisse au développement, lança avec force: «Le nouveau paradigme dans la coopération avec l'Afrique c'est: Jobs - jobs - jobs!» Considérant l'hémorragie du milieu rural africain, l'afflux des jeunes vers les villes et leur migration désespérée vers l'Europe, on ne peut que confirmer le bien-fondé de cette stratégie nouvelle.

Hélas, une telle stratégie n'est pas jouable dans les conditions actuelles de la compétition internationale. Les pays africains ne sont compétitifs dans aucun secteur de production, sauf pour les matières premières, pillées par les compagnies internationales comme au temps colonial. La croissance économique remarquable des dernières années n'est pas le fruit d'une capacité de production industrielle mais d'une extraction minière aux mains des transnationales et des gouvernements. Ce secteur ne crée que peu d'emplois et ses juteux revenus sont fort mal répartis.

Créer beaucoup d'emplois en Afrique exige un changement de politique économique. Dans les années 80, les pays riches, à travers le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont imposé aux pays endettés la libéralisation de leurs marchés et une réduction massive des droits de douane les

protégeant. Depuis lors, les marchés urbains et mêmes ruraux d'Afrique sont envahis par des produits agricoles et des conserves d'Europe, d'Asie et d'Amérique, généralement subventionnés à la production ou/et à l'exportation par les pays fournisseurs - poudre de lait, yaourts, farine de blé, pâtes alimentaires, riz blanc, conserves de fruits et légumes. Les producteurs africains ne peuvent pas concurrencer ces produits, ni les textiles et autres produits transfor-

## *Qu'on accorde à l'Afrique une centaine d'années de protection de ses marchés intérieurs*

més et ils perdent peu à peu leur marché, donc leur revenu et leurs emplois. C'est la spirale de la paupérisation à laquelle nous assistons.

De 60 à 80% de la population d'Afrique vit en milieu rural, essentiellement de l'agriculture. Les trois quarts des pauvres sont des paysans. C'est là qu'il faut d'abord intervenir au plus vite: assurer à l'agriculture familiale africaine ses marchés internes, qu'elle pourrait fort bien approvisionner en général selon nos recherches. Cela suppose que les pays riches autorisent les pays africains à rehausser leurs protections douanières sur

les produits agricoles et transformés. Ce ne sera qu'une juste compensation pour les 360 milliards de dollars qu'en dépit des théories libérales les pays riches mettent au soutien de leurs agricultures, Etats-Unis compris, dont la production de coton subventionnée à près de 100% du prix mondial casse les prix au détriment des cotonculteurs d'Afrique de l'Ouest.

Pour créer des millions de «jobs» en Afrique, la coopération doit s'employer à modifier la politique macroéconomique des pays riches envers les pays pauvres. Et elle doit exiger cette protection aussi pour le secteur industriel africain car l'agriculture et la production primaire seules ne généreront pas tous les emplois requis. Les jeunes urbains veulent un travail en ville, il faut d'urgence que l'Afrique s'industrialise, transforme ses produits!

Ha-joon Chang, professeur à l'Université de Cambridge, montre que tous les pays industrialisés d'Europe et les Etats-Unis se sont développés dans une première phase de 150 ans derrière une protection massive de leurs marchés intérieurs. De 1780 à 1880, ces marchés étaient de toute façon protégés naturellement par les coûts élevés des transports. Lorsque l'Angleterre devint la première puissance industrielle du monde, l'Allemand Friedrich List développa en 1840 une théorie de la protection des marchés intérieurs, reprise plus tard par Keynes (période 1925-1950). Les vieux pays

industrialisés ont mis deux cents ans (1780-1980) pour devenir des Etats modernes et compétitifs et pour ouvrir leurs marchés. Le Japon a mis cent ans (1880-1980), les «Tigres» asiatiques (Hongkong, Taïwan, Corée du sud) et la Chine mettront environ 80 ans (1950-2030) et ont eux aussi commencé leur essor avec une forte protection de leur marché et des Etats (très) forts et interventionnistes.

Comme l'Afrique noire ne connaissait vers 1880 ni écriture, ni roue, ni chars, ni traction animale, il lui faudra plus de temps qu'à l'Asie pour mettre en place un Etat moderne efficace avec des institutions et des industries compétitives. Des industries compétitives. Qu'on lui accorde donc une centaine d'années de protection de ses marchés intérieurs, soit de 1960 à 2060. Elle pourra ensuite les libérer, comme nous l'avons fait. Sinon, la misère s'approfondira et l'Europe en subira les conséquences.

L'ambassadeur Luzius Wasecha, du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), nous disait encore en novembre à Bulle, alors qu'il était négociateur en chef de la Suisse à l'OMC: «Si nous exigeons que l'Inde supprime la protection douanière de son agriculture, où iraient les 600 millions de paysans indiens?» Cette réflexion s'applique tout autant à l'Afrique, sauf que nous avons déjà imposé à l'Afrique la réduction massive de ses droits de douane il y a vingt ans. Au vu de notre histoire économique, corrigeons l'erreur imposée à l'Afrique!